

***11^e COLLOQUE ÉTUDIANT DU CENTRE D'ANALYSE
DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'UNIVERSITÉ
LAV***

17 mai 2018, 10h00 à 17h00

18 mai 2018, 10h00 à 17h00

PROGRAMME

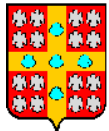
Dès ses origines, l'analyse des politiques publiques a mis l'accent sur l'étude du fonctionnement de l'État à travers les interventions des ministères et organismes. Tandis que les recherches ont progressé, les domaines d'analyse se sont multipliés et les acteurs, intervenant à une ou l'autre des étapes du cycle des politiques, ont également gagné en nombre et en diversité. En raison d'évolutions politiques, organisationnelles ou conceptuelles, de nouveaux modes de gestion publique ont émergé. Ce colloque se veut un forum de diffusion et de discussion des différentes formes d'analyse de l'État en action.

Cette année, le Comité organisateur vous propose une table ronde de praticiens qui nous entretiendront du rôle des données massives (*Big data*) dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques et qui nous aideront à aborder les différents aspects dont le décideur politique doit tenir compte. Ils partageront leurs expériences et leurs réflexions sur les données utiles pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

Pour la Table des matières, veuillez regarder à la dernière page.

1. Remerciements à nos partenaires

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires ainsi que les bénévoles qui s'impliquent dans l'organisation de cet évènement. Grâce à eux et à l'excellente collaboration du Vice-rectorat aux études et aux activités internationales et de Sciences Po Bordeaux, nous sommes fiers d'offrir deux bourses aux étudiants de Sciences Po Bordeaux ayant présenté les meilleures propositions de communication. Nous soulignons particulièrement la participation des professeurs et professeurs qui ont accepté de présider une séance ou qui nous ont aidé dans l'organisation de ce colloque. Finalement, nous exprimons notre gratitude aux praticiens qui partageront leur expérience professionnelle avec les jeunes chercheurs.



UNIVERSITÉ
LAVAL

Vice-rectorat à la recherche
et à la création



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté des sciences sociales
Département de science politique

CAPP Centre d'analyse des
politiques publiques

Éducation
et Enseignement
supérieur

Québec



REGARDS
POLITIQUES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Consulat général
de France à Québec

université
de BORDEAUX



Café des étudiants et étudiants en Science politique de l'Université Laval

STEP

SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS
ÉTUDIANTS ET POSTDOCTORAUX
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL



UNIVERSITÉ
LAVAL

La Fondation de
l'Université
Laval



Sciences Po
Bordeaux



Hélène David
Ministre responsable
de l'Enseignement supérieur
Ministre responsable de la Condition féminine
Députée d'Outremont

Québec

2. Programme – Colloque étudiant du CAPP 2018

Première journée – Jeudi le 17 mai 2018

10h-10h15 – Accueil des participants (Pavillon Charles-De Koninck, Hall de la Faculté des sciences sociales, 3^e étage)

10h15 – Mot d’ouverture (Pavillon Charles-De Koninck, local DKN 2419)

- **Steve Jacob**, Professeur titulaire, Directeur du CAPP, Université Laval,
- **Érick Duchesne**, Directeur du Département de science politique, Université Laval.

Thème 1 : Expertises et discours des acteurs de politiques publiques (Local DKN 2419)

Président : Steve Jacob

10h30 : L'Heureux, Marie-Hélène, Doctorante en science politique, Université Laval

Les évaluateurs face à la complexité: résultats d'une synthèse de la littérature

Commenté par : **Cloutier-Lampron, Catherine, Doctorante en développement régional, Université Laval**

10h45 : Biard, Benjamin, Doctorant en science politique, Université Catholique de Louvain (Belgique)

Quelle influence pour les partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques ?

Commenté par : **El Haddad, Ahmed Fouad, Candidat au Master 2 en science politique et sociologie comparative, Sciences po Bordeaux**

11h00 : Adandjesso Kossi, Doctorant en science politique, Université Laval

Défis de mise en œuvre des politiques agricoles au Togo : Cas du Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER)

Commenté par : **Boukhris-Ferre, Yacine, Doctorant en Vulnérabilité, inégalités, parcours (VIP), Sciences po Bordeaux**

11h15 – 12h00 : Commentaires et Discussion

Commentaire de : Cloutier-Lampron, Catherine

Commentaire de : El Haddad, Ahmed Fouad

Commentaire de : Boukhris-Ferre, Yacine

12h00 – 13h00 : Dîner à la salle du Conseil de la faculté de droit (DKN 2419)

13h00 – 14h00 : Formation à l'enquête ethnographique : La politique de l'ethnographie: Comment savons-nous que les ethnographies décrivent la réalité? donnée par Sule Tomkinson, Ph.D. (Local DKN 2419)

14h15 - 15h15 : Cas pratiques sur l'enquête ethnographique (Local DKN 2419)

15h15 – 15h30 : Pause santé

15h30 – 17h00 : Table ronde – utilisation des données massives dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques –

Animée par : Fiacre Thibaut Zoungni, Doctorant en science politique, Université Laval

Invités :

Steve Gauthier, Directeur, Direction responsable du gouvernement ouvert et du logiciel libre, Sous-secrétariat au Dirigeant principal de l'information, Secrétariat du Conseil du trésor.

Jocelyn Maclure, Professeur titulaire, Co-titulaire de la Chaire de recherche *La philosophie dans le monde actuel*, Faculté de philosophie, Président de la Commission de l'éthique en science et en technologie du Québec.

Jonathan Roberge, Professeur-chercheur agrégé, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada *Nouveaux Environnements Numériques et l'Intermédiation Culturelle (NENIC Lab)*, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société.

Thierry Giasson, Ph.D. Professeur titulaire, Chercheur principal, *Groupe de recherche en communication politique*, Chercheur, *Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique*, Département de science politique.

17h30- 19h00 : Apéro amical au Consulat de France à Québec

Deuxième journée – Vendredi le 18 mai 2018

Café, thé, jus et croissants seront servis à partir de 9h30

Thème 2 : Gouvernances et territoires (Local DKN 2419)

Président : Lisa Birch

10h00 : Cloutier-Lampron, Catherine, Doctorante en développement régional, Université Laval

Les politiques de développement régional au Québec : une analyse temporelle en trois concepts-clé

Commenté par : **Adandjesso Kossi**, Doctorant en science politique, Université Laval

10h15 : Tremblay-Auger, Benjamin, Candidat à la maîtrise en économie, Université Laval

Financer la Discorde : Expliquer le support économique et politique international aux organisations rebelles dans les guerres civiles

Commenté par : **L'Heureux, Marie-Hélène, Doctorante en science politique, Université Laval**

10h30 - 11h00 : Commentaires et discussion

Commentaire de : Adandjesso Kossi

Commentaire de : L'Heureux, Marie-Hélène

11h00 -11h15 : Pause santé

Thème 3 : Politiques sociales (Local DKN 2419)

Président : Jean Crête

11h30 : El Haddad, Ahmed Fouad, Candidat au Master 2 en science politique et sociologie comparative, Sciences po Bordeaux

La place de la monarchie et du gouvernement dans l'établissement de l'ordre du jour décisionnel : Une analyse de l'agenda législatif de 2012 à 2106

Commenté par : **Tremblay-Auger, Benjamin, Candidat à la maîtrise en économie, Université Laval**

11h45 : Boukhris-Ferre, Yacine, Doctorant en Vulnérabilité, Inégalités, Parcours (VIP), Sciences po Bordeaux

Les constructions sociopolitiques de la notion de pauvreté en France, Angleterre et Suède depuis les années 1980

Commenté par : **Biard, Benjamin, Doctorant en science politique, Université Catholique de Louvain (Belgique)**

12h00 -12h30 : Commentaires et discussion

Commentaire de : Biard, Benjamin

Commentaire de : Tremblay-Auger, Benjamin

12h30 : Dîner suivi d'une causerie-débat à la salle de Conseil de la faculté de droit (DKN 2419)

Thème : Publie ou péris : Quels enjeux pour les jeunes chercheurs ?

Animée par : François Pétry, Ph.D. Professeur associé au Département de science politique, Université Laval

Invités :

Steve Jacob, Ph.D. Professeur titulaire au Département de science politique, Université Laval

Pierre-Marc Daigneault, Ph.D. Professeur adjoint du Département de science politique, Université Laval

13h45 - 14h45 : Formation à l'analyse de réseau : Introduction à l'analyse de réseau en sciences politiques, donnée par Justin Lawarée, Ph.D. (Local DKN 2419)

14h45 -15h00 : Pause santé

15h00 - 16h00 : Cas pratique : Présentation du logiciel PAJEK pour la production de graphe et l'extraction de mesures essentielles (Local DKN 5418)

16h- 16h15 : Pause santé

16h30- 17h : Commentaires et échanges sur le Colloque étudiant

**Nous vous remercions de nous remettre
vos fiches d'évaluation du 11^e Colloque étudiant du CAPP**

3. Table Ronde : L'utilisation des données massives (*Big data*) dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques?

Cette année, nos participants à la table-ronde présenteront leurs expériences et leurs réflexions sur l'utilisation des données massives (*Big data*) dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques. Lors de cet événement, les conférenciers interviendront autour des questions suivantes :

- Existe-il une utilisation récente des données massives dans l'élaboration, la mise en œuvre ou l'évaluation d'une politique publique qui pourrait illustrer le potentiel de ce type de données pour l'administration publique?
- Quels types de données massives sont les plus utiles pour vos fonctions ? Dans le cadre de leur fonction, comment les participants situent-ils les données massives par rapport aux autres sources d'information telles les rapports de recherche scientifique, les rapports d'évaluation et ceux concernant l'opinion publique?
- Comment est-il possible de concilier l'existence et l'utilisation des données massives et la conception de politiques publiques ?

- Quels sont les bienfaits anticipés des applications des données massives dans l'administration publique ?
- Quels sont les risques, menaces et défis liés à la protection et à l'utilisation des données massives dans l'administration publique ?
- Les modèles administratifs canadien et québécois sont-ils aptes à se mettre à l'heure des données massives?

Notes biographiques des conférenciers de la table ronde

Steve Gauthier

Directeur

Direction responsable du gouvernement ouvert et du logiciel libre
Sous-secrétariat au Dirigeant principal de l'information
Secrétariat du Conseil du trésor

Steve Gauthier a obtenu son baccalauréat en génie civil et a réalisé des études de 2e cycle à l'Université Laval. Il a ensuite été responsable de différents projets de développement logiciel dans le domaine de la structure d'acier et de l'électricité pendant plus de 12 ans pour le Groupe Canam Manac et pour Cooper Industries. Depuis 2011, il œuvre au Secrétariat du Conseil du trésor du gouvernement du Québec et il est responsable, depuis 2015, du gouvernement ouvert. Ce mandat implique un important changement de culture visant à accroître la transparence de l'administration publique, à encourager la participation citoyenne, ainsi qu'à favoriser la collaboration et l'innovation.

Jocelyn Maclure

Professeur titulaire

Co-titulaire de la Chaire de recherche

La philosophie dans le monde actuel

Faculté de philosophie

Université Laval

Jocelyn Maclure est professeur à la Faculté de philosophie de l'Université Laval et cotitulaire de la Chaire *La philosophie dans le monde actuel*. Il est également Président, depuis janvier 2017, de la Commission de l'éthique en science et en technologie du Québec. Ses intérêts de recherche incluent entre autres l'éthique de l'intelligence artificielle. Il a notamment publié *Retrouver la raison. Essais de philosophie publique* (Québec Amérique, 2016) et, avec Charles Taylor, *Laïcité et liberté de conscience* (Boréal/La Découverte, 2010, traduit en plusieurs langues).

Jonathan Roberge

Professeur-chercheur agrégé

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada

Nouveaux Environnements Numériques et l'Intermédiation Culturelle (NENIC Lab)

Institut national de la recherche scientifique

Centre Urbanisation Culture Société, INRS

Jonathan Roberge est Professeur agrégé au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique. Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur *les nouveaux environnements numériques et l'intermédiation culturelle* (NENIC Lab), il s'intéresse principalement à la sociologie des nouvelles technologies de l'information sous le double aspect de la culture et de la science, y compris les avancées récentes dans le domaine de l'apprentissage machine (Deep learning, AI, etc.). Son dernier ouvrage, paru en 2016 chez Routledge, s'intitule *Algorithmic Cultures. Essays on Meaning, Performance and New Technologies*.

Thierry Giasson, Ph.D.
Professeur titulaire
Chercheur principal
Groupe de recherche en communication politique,
Chercheur
Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique,
Département de science politique.
Université Laval

Thierry Giasson est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval. Il est le chercheur principal du *Groupe de recherche en communication politique* et membre du *Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique*. Ses recherches portent sur les modes numériques de communication politique, le journalisme de même que sur l'incidence des pratiques de marketing politique et électoral sur la vie démocratique. En collaboration avec Alex Marland (Memorial), il dirige la série *Communication, Strategy and Politics* chez UBC Press. Il y a codirigé les ouvrages *Political Communication in Canada. Meet the Press and Tweet the Rest* (2014), *Permanent Campaigning in Canada* (2017) et *Political Elites in Canada. Power and Influence in Instantaneous Times* (2018). Ses travaux ont aussi été publiés dans la *Revue canadienne de science politique*, la *Revue canadienne de communication, Politique et sociétés* et *Journal of Public Affairs*.

4. Invités à la causerie-débat

Publie ou péris : Quels enjeux pour les jeunes chercheurs ?

Steve Jacob, Ph.D.
Professeur titulaire au Département de science politique
Directeur du Centre d'analyse des politiques publiques
Université Laval

Steve Jacob est professeur titulaire et Directeur du Centre d'analyse des politiques publiques (CAPP) et du laboratoire de recherche sur la performance et l'évaluation de l'action publique (PerfEval). Il enseigne la science politique à l'Université Laval à Québec et dans plusieurs universités étrangères. Il dispense des formations continues aux employés du secteur public et parapublic. Il a aussi effectué des séjours de recherche à l'Université de Toronto et à la Claremont Graduate University (Californie). Il mène des recherches sur les processus de modernisation de l'administration, l'éthique publique et les dispositifs d'évaluation et de gestion de la performance. Les résultats de ses recherches ont été publiés dans de nombreuses revues. Il est directeur de la collection « Action Publique » chez Peter Lang et membre du comité consultatif international de la *Revue suisse de science politique*. Auparavant, il a été éditeur associé de la *Revue canadienne d'évaluation de programme* et membre du comité de direction de la revue *Éthique publique : revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*.

Pierre-Marc Daigneault, Ph.D.
Professeur adjoint du Département de science politique

Pierre-Marc Daigneault (Ph.D.) est Professeur adjoint au Département de science politique de l'Université Laval et chercheur au Centre d'analyse des politiques publiques (CAPP). Son expertise porte sur l'analyse des politiques, l'administration publique, les politiques sociales, la méthodologie et l'évaluation de programme. Dans ses recherches actuelles, financées par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), il étudie les programmes et mesures d'activation destinés aux prestataires de l'aide sociale. Il a publié des articles scientifiques dans plusieurs revues internationales (*American Journal of Evaluation*, *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *Canadian Journal of Program Evaluation/Revue canadienne d'évaluation de programme*, *Evaluation and Program Planning*, *Evaluation Review*, *Journal of European Public Policy*, *Journal of Mixed Methods Research*, *Political Studies Review*, *Social Science Information/Information sur les sciences sociales*, etc.) ainsi que deux ouvrages collectifs, soit *Welfare Reform in Canada : Provincial Social Assistance in Comparative Perspective* (2015, University of Toronto Press; avec Daniel Béland) et *L'analyse textuelle des idées, du discours et des pratiques politiques* (sous presse, Presses de l'Université Laval; avec François Pétry).

5. Formateurs

Enquête ethnographique

Sule Tomkinson, Ph.D.

Professeure adjointe au Département de science politique
Université Laval

La politique de l'ethnographie: Comment savons-nous que les ethnographies décrivent la réalité?

Le terme « ethnographie » est de plus en plus contesté. Il invite à la fois l'éloge et la controverse. En tant que pratique de recherche, il ne relève plus de l'anthropologie culturelle. Les politologues l'utilisent de plus en plus, tout comme d'autres chercheurs en sciences sociales. Il permet une pollinisation croisée des questions, des idées et des méthodes entre les sciences sociales. Cependant, il continue de soulever des questions au cœur de la recherche en science politique, telles que l'éthique, le pouvoir, l'autorité, la représentation, l'exactitude, la fiabilité et la généralisation. Dans cette formation, nous examinerons la prémisse et la pratique de l'ethnographie administrative: l'utilisation de la méthodologie ethnographique dans la recherche en administration publique.

Sule Tomkinson est professeure adjointe au Département de science politique de l'Université Laval. Ses recherches portent sur la gestion de l'immigration et l'administration de la justice en matière de droit de la personne. Sule a complété sa maîtrise au *Human Rights Center* de l'Université d'Essex au Royaume-Uni et son doctorat en science politique à l'Université de Montréal. Elle a également été stagiaire postdoctorale à l'*Institute for Policy and Social Research* à l'Université du Kansas. Elle a obtenu en 2017 le Prix Vincent Lemieux de l'Association canadienne de science politique pour sa thèse. En ce moment, elle rédige son premier ouvrage intitulé « *Knocking on Canada's Door: Refugee Status Determination at the Front lines* », actuellement sous contrat avec Presses de l'Université de la Colombie-Britannique.

**Analyse de réseau
Justin Lawarée, Ph.D.**

Chercheur Post-doctoral au Centre d'analyse des politiques publiques
Université Laval.

Introduction à l'analyse des réseaux en sciences politiques

L'analyse de réseaux est une technique mobilisée dans plusieurs champs des sciences politiques (mouvements sociaux, commerce international, études des conflits ou encore du terrorisme). Si le développement de plusieurs logiciels (Ucinet, Netdraw, Pajek, etc.) facilite l'analyse de réseaux, la masse de données rendues disponibles sur le web en accroît les perspectives analytiques (analyse des relations commerciales entre les États, étude de la diffusion d'une information sur les réseaux sociaux, examen d'un processus décisionnel, etc.). Cet atelier de formation introduit les participants à l'analyse de réseaux. Sur le plan théorique, l'atelier visera à répondre aux trois objectifs suivants: (1) définir les composants d'un réseau, (2) expliquer les mesures d'analyse principales et (3) exposer quelques recherches d'analyse de réseaux faites en sciences politiques. La seconde partie, axée sur la pratique, présentera le logiciel PAJEK aux participants. Au vu du temps disponible, l'objectif principal est de permettre aux participants de produire un graphe et d'en extraire les mesures essentielles.

Avant d'être assistant de recherche et d'enseignement à l'Université catholique de Louvain (Belgique), Justin Lawarée a été collaborateur à la Chambre des Représentants de Belgique. Intéressé par la thématique des politiques industrielles, il a soutenu sa thèse en 2017 sur la création et la mise en œuvre des pôles de compétitivité wallons. Actuellement chercheur postdoctoral au Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université Laval, il étudie l'évaluation de la commercialisation de la recherche universitaire au Québec

6. Résumés des communications en ordre alphabétique

Adandjesso, Kossi, Doctorant en science politique, Université Laval

Défis de mise en œuvre des politiques agricoles au Togo : Cas du Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER)

Comment expliquer l'échec des projets agricoles au Togo malgré la volonté politique et l'investissement adéquat ? c'est cette question que cet article essaie d'expliquer à travers les différentes approches théoriques et empiriques développées sur le sujet, et de tester celle mise en exergue dans les travaux de Pressman & Wildavsky (1973) : la mise en œuvre à l'échelon multiple. La méthodologie et les résultats aboutis ont permis de répondre à cette question. Notre méthodologie utilisée s'était basée sur l'analyse documentaire permettant d'identifier les différents enjeux thématiques et théoriques développés sur la problématique d'implémentation des politiques. Pour répondre à la question, nous avons fait recours aux résultats d'évaluation du PNPER par les experts du Fonds International pour le Développement Agricole. Nous n'étions pas seulement bornés aux résultats issus de cette évaluation, avons aussi fouillé et documenté de nombreuses revues de presse qui ont parues à cet effet. Pour la fiabilité des données, nous avons procédé par leurs triangulations afin de minimiser les biais potentiels. Ce qui avait permis d'arriver aux résultats suivants : Le PNPER avait été conçu et mis en œuvre à travers l'approche top-down et par conséquent, suite à l'étude évaluative, on avait abouti aux résultats suivants : - La faible réalisation

physique par rapport aux prévisions, - Le Faible taux de décaissement (l'incapacité d'absorption du budget), - La lourdeur dans le financement des promoteurs, - La faible performance institutionnelle du PNER. En définitive, nous soutenons l'idée selon laquelle la mise en œuvre à l'échelon multiple est loin d'être le facteur déterminant dans l'échec des politiques publiques. C'est plutôt l'approche descendante qui a été souvent utilisée dans la phase d'élaboration et d'exécution desdites politiques d'envergure nationale, qui serait l'élément principal de distorsion.

Biard, Benjamin, Doctorant en science politique, Université Catholique de Louvain (Belgique)

Quelle influence pour les partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques ?

Une nouvelle phase dans le développement des partis populistes de droite radicale (PPDR) a conduit à questionner le rôle exercé par ces partis, classiquement reconnus comme constituant une menace à l'égard de la démocratie. Dans certains cas, ils parviennent à atteindre le pouvoir alors que, dans d'autres cas, ils sont réputés exercer une influence importante sur la fabrique des politiques publiques bien que n'étant pas au pouvoir. Néanmoins, très peu d'études ont tenté d'évaluer empiriquement l'influence réelle de ces partis. Par ailleurs, presque aucune étude analyse les stratégies qu'ils emploient pour exercer cette influence. La présente communication propose donc de répondre à la question suivante, sur la base de trois cas de PPDR (UDC suisse, FN français, VB belge) : quelle influence les PPDR exercent-ils sur la fabrique des politiques publiques, et comment procèdent-ils ? La méthode du process-tracing permet d'étudier dans quelles mesures et comment les PPDR parviennent à développer leurs promesses électorales à travers le processus de fabrique des politiques publiques, depuis la problématisation et la mise à l'agenda jusqu'à l'adoption de décisions concrètes. Sur la base de données issues de 102 entretiens, d'archives et d'observations participantes, le recours à cette méthode a l'avantage d'ouvrir la boîte noire de ces processus et de vérifier des liens de causalité. Les résultats suggèrent que l'influence des PPDR sur la fabrique des politiques publiques est existante mais aussi particulièrement limitée, principalement pour trois raisons. Par ailleurs, ils permettent d'établir un répertoire de tactiques développé par les PPDR dans leur tentative d'influence.

Boukhris-Ferre, Yacine, Doctorant en Vulnérabilité, inégalités, parcours (VIP), Sciences po Bordeaux

Les constructions sociopolitiques de la notion de pauvreté en France, Angleterre et Suède depuis les années 1980

La notion de pauvreté est une notion polymorphe co-construite par différentes disciplines (économie, sociologie, droit, etc.) et différents champs (académique, associatif, administration décentralisée, Etat, etc.). Elle se situe donc au carrefour de plusieurs mondes dont les acteurs contribuent, selon les rapports de force en présence, à influencer les politiques publiques en ce qui concerne la redéfinition de la notion, la mise à l'agenda de nouvelles formes de pauvreté (working poors, exclus, précaires, mal-logés, etc.) ou encore l'élaboration de nouvelles formes de lutte contre la pauvreté. Ces politiques publiques associées au modèle d'Etat-providence sont souvent elles-mêmes des catégories opératoires ou performatives puisqu'elles créent de fait une frontière entre un public administré "ayant-droit", et les autres. Ces catégories produites par le politique finissent parfois par faire autorité et par occuper une position de monopole sur le champ, occultant d'autres définitions émanant des autres acteurs ou des phénomènes persistants comme le non-recours. La notion de "pauvreté" est ainsi en perpétuelle évolution et cette présentation proposera d'étudier la manière dont est construite la pauvreté en France, Angleterre et en Suède (3 modèles d'Etat-

providence d'après G.ESPING-ANDERSEN) depuis les années 1980 ainsi que ce qu'impliquent ces acceptions de la pauvreté à travers des exemples spécifiques de politique publique mises en œuvre au sein des trois pays.

Cloutier-Lampron, Catherine, Doctorante en développement régional, Université Laval

Les politiques de développement régional au Québec: une analyse temporelle en trois concepts-clé

Nous nous intéressons dans cette présentation aux politiques de développement régional au Québec des trente dernières années, et aux principes mis de l'avant par celles-ci afin de répondre aux défis démographiques, économiques et sociaux qui touchent la majorité des régions de la province. La mise en place de politiques publiques implique un choix de valeurs et une priorité accordée à certains principes au détriment d'autres. Quelles sont, donc, les idées mises de l'avant dans les politiques de développement régional par les gouvernements qui se sont succédé au Québec? Ont-elles évolué, ou sont-elles demeurées stables? Nous posons l'hypothèse que les idées mises de l'avant dans les dernières décennies sont sensiblement les mêmes d'une politique à l'autre. Pour répondre à nos interrogations, nous suggérons de faire une analyse des politiques de développement régional : la lecture de celles-ci, jumelée à la lexicométrie (la science linguistique qui étudie statistiquement l'emploi des mots), permet de mettre en relief les éléments-clé récurrents et de mieux comprendre leur évolution temporelle. Ainsi, suite à l'analyse des dix politiques énoncées depuis 1980, il est possible de faire ressortir trois principales tendances : la décentralisation (lorsque les régions ont le pouvoir de prendre des décisions autonomes, de même que la responsabilité de leur financement), le recours aux créneaux d'excellence (un ensemble d'organisations regroupées sur un même territoire, aux activités connexes collaborant entre elles) et le rôle des communautés rurales. Ces trois thèmes sont approfondis par une revue de la littérature et des documents gouvernementaux disponibles.

El Haddad, Ahmed Fouad, Candidat au Master 2 en science politique et sociologie comparative, Sciences po Bordeaux

La place de la monarchie et du gouvernement dans l'établissement de l'ordre du jour décisionnel : Une analyse de l'agenda législatif de 2012 à 2106

Le Maroc offre un espace d'observation intéressant pour qui souhaite étudier les politiques publiques « ailleurs », par là même soumettre à l'épreuve des terrains non-occidentaux des outils conceptuels éprouvés et renouvelés sur les pays qui les ont vus naître. Dans les différents régimes démocratiques, le pluralisme qui y est en acte est admis comme une donnée d'emblée prise dans l'analyse, conduisant ainsi à des investigations multiples qui couvrent une cartographie d'acteurs potentiels toujours revue à la hausse. Les approches croisées et les travaux qui interrogent une « gouvernance multi-niveaux » témoignent de ce brouillage des frontières autour, entre autres, des faiseurs d'agendas. En revanche, le contexte autoritaire est décrit et appréhendé comme un mode de régulation et de hiérarchisation des priorités publiques se basant essentiellement sur la domination politique à l'appui d'un pouvoir discrétionnaire. Aux antipodes de ces affirmations apportées par les études « aréas », ce travail se centre sur les outputs du régime autoritaire qui reste une façade peu traitée en dehors du prisme des stratégies de légitimation de l'autoritarisme par les politiques publiques. Il s'agit de resserrer la focal sur les différents niveaux qui interviennent dans le choix des politiques publiques. Une comparaison entre deux niveaux avec

une répartition des ressources et des capacités institutionnelles plus ou moins égales est prise dans l'analyse : le niveau monarchique (l'hérédité) et le niveau gouvernemental comprenant les partis composant la coalition (les suffrages). Cette démarche ambitionne d'une part, de déterminer la part du politique dans l'établissement de l'ordre du jour décisionnel en contexte autoritaire et, d'une autre part, de contribuer à la littérature générale sur la dynamique des agendas, leurs interactions mutuelles et leurs impacts sur les outputs.

L'Heureux, Marie-Hélène, Doctorante en science politique, Université Laval

Les évaluateurs face à la complexité: résultats d'une synthèse de la littérature

Depuis les années 1990, un intérêt croissant s'est développé dans le champ de l'évaluation des politiques publiques pour l'évaluation des interventions dites « complexes ». Initialement associé à l'évaluation d'initiatives conjointes dans le secteur des services sociaux, caractérisées par différents mécanismes de coordination inter-organisationnels horizontaux et verticaux, l'utilisation du concept de « complexité » s'est progressivement étendue à l'évaluation de différents types d'interventions dans le secteur public. Ces éléments ont amené différents auteurs à souligner la nécessité pour les évaluateurs de rendre compte de la complexité d'une intervention afin d'accroître, entre autres, la rigueur du jugement porté sur l'intervention ainsi que l'utilisation des résultats et le développement de solutions innovantes. Il y a toutefois peu de consensus dans la littérature en évaluation sur les caractéristiques concrètes d'une « intervention complexe » et sur les approches à l'évaluation permettant d'en apprécier les effets. En ce sens, comment identifier, caractériser et opérationnaliser les dimensions ou éléments de complexité d'une intervention demeure une question importante afin de développer des stratégies évaluatives adéquates. Cette présentation contribuera à la discussion en présentant les résultats d'une synthèse de la littérature portant sur la définition de la « complexité » par les évaluateurs dans des études empiriques publiées dans les principaux journaux scientifiques en évaluation.

Tremblay-Auger, Benjamin, Candidat à la maîtrise en économie, Université Laval

Financer la Discorde : Expliquer le support économique et politique international aux organisations rebelles dans les guerres civiles

Après la seconde guerre mondiale, le financement de groupes rebelles par des États est devenu un phénomène omniprésent des guerres civiles et de la politique internationale. Il s'agit d'un outil souvent utilisé par les gouvernements pour affaiblir des pays rivaux en y provoquant une guerre civile ou en l'intensifiant. Aujourd'hui encore ces alliances sont récurrentes. Parmi les cas les plus récents figurent l'Iran et le Hezbollah, le Soudan et les rebelles au Tchad, de même que le Rwanda et les rebelles en République démocratique du Congo. Ce phénomène occupe de surcroît une place de plus en plus importante dans les conflits armés, en particulier dans les régions politiquement instables telles le Moyen-Orient et l'Afrique. Cette présentation aborde cette question sous l'angle de la théorie des jeux. Les interactions stratégiques entre un groupe rebelle, le gouvernement de leur pays et un État étranger sont étudiées à l'aide d'un modèle formel. L'analyse montre que la puissance du groupe rebelle, les institutions politiques et l'intérêt étranger interagissent et affectent de façon non-linéaire la situation politique du pays. Finalement, la relation historique entre la Russie et les rebelles kurdes est étudiée à la lumière des nouveaux éléments théoriques présentés.

Table des matières

1. Remerciements à nos partenaires	2
2. Programme – Colloque étudiant du CAPP 2018.....	3
3. Table Ronde : L'utilisation des données massives (Big data) dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques	6
4. Invités à la causerie-débat	9
5. Formateurs	10
6. Résumés des communications en ordre alphabétique	11
Adandjesso, Kossi	11
Biard, Benjamin.....	12
Boukhris-Ferre, Yacine.....	12
Cloutier-Lampron, Cathérine	13
El Haddad, Ahmed Fouad.....	13
L'Heureux, Marie-Hélène	14
Tremblay-Auger, Benjamin	14

Nous vous remercions de votre participation.